

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 4 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Bien évidemment**
- 2) **La Macronnerie face à Médiapart**
- 3) **40 ans de mauvaises fréquentations...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) **Présidentielle 2017: Les sympathisants de gauche préfèrent (largement) Mélenchon à Hollande selon un sondage**



Jean-Luc Mélenchon, lors de la deuxième journée de La Fête de l'Humanité, le 11 Septembre 2016, sur la commune de la Courneuve (93). - NICOLAS MESSYASZ/SIPA

SONDAGE Selon un sondage Ifop pour «Le Journal du dimanche», Jean-Luc Mélenchon est la personnalité politique qui représenterait le mieux les valeurs de gauche à la présidentielle pour les Français se disant de gauche...

Une nouvelle qui devrait réjouir Jean-Luc Mélenchon qui tient ce week-end la première « convention de la France insoumise » à Saint-André-lez-Lille (Nord). Selon un sondage Ifop pour le JDD* paru ce dimanche, il est la personnalité politique qui représenterait le mieux les valeurs de gauche à la présidentielle pour les Français se disant de gauche.

Un tiers des « sympathisants de gauche » le voient en champion des valeurs de gauche

Pour 34 % des sondés « sympathisants de gauche », Jean Luc Mélenchon est la personne qui incarnerait le plus les idées et les valeurs de gauche à la prochaine présidentielle. Il devance largement François Hollande, qui n'incarne ces valeurs que pour 19 % des sympathisants de gauche interrogés, ex aequo avec Emmanuel Macron et Arnaud Montebourg. Cécile Duflot les incarne pour 9 % des sondés se déclarant de gauche.

Si le président ne se représentait pas, Manuel Valls arriverait derrière Jean-Luc Mélenchon avec 21 % de sympathisants de gauche estimant qu'il incarne leurs valeurs.

Pas de « champion » chez les sympathisants PS

Le sondage a interrogé dans le détail les sympathisants du Partis socialiste (PS). Chez eux, pas de champion : Manuel Valls (35 %) et François Hollande (34 %) sont au coude-à-coude quand il s'agit de juger lequel incarne le mieux les valeurs de gauche.

Chez les sympathisants d'Europe-Ecologie-les Verts, Cécile Duflot est derrière Emmanuel Macron (28 % pour lui, 24 % pour elle), dans l'hypothèse où François Hollande se présenterait. Si Manuel Valls, Cécile Duflot (19 %) est relégué en troisième position, derrière Emmanuel Macron (30 %) et Jean-Luc Mélenchon (20 %).

** Sondage IFOP réalisé du 13 au 14 octobre 2016 par téléphone auprès d'un échantillon de 1.501 personnes de plus de 18 ans (méthode des quotas).*

II) Emmanuel Macron face à la rédaction de Mediapart

Par La rédaction de Mediapart

Notre émission en direct et en accès libre devient hebdomadaire, chaque mercredi de 20 h à 22 h 30. Premier invité : l'ancien ministre de l'économie, Emmanuel Macron. Avec son mouvement En Marche !, il construit pas à pas sa candidature et donne des sueurs froides à l'Élysée.

À l'approche de l'élection présidentielle et des législatives de 2017, notre émission « En direct de Mediapart » devient hebdomadaire, chaque mercredi de 20 heures à 22 h 30. Invité de ce mercredi 2 novembre : Emmanuel Macron. L'ancien ministre de l'économie de François Hollande, créateur du mouvement En marche !, donne aujourd'hui des sueurs froides au chef de l'État et au parti socialiste. Il est interrogé par plusieurs journalistes de Mediapart, lors de cette soirée animée par Edwy Plenel et Mathieu Magnaudeix.

1.- Macron le déloyal ?

L'entretien politique, avec Edwy Plenel et Mathieu Magnaudeix

<https://youtu.be/C3juPfaTyC4>

2.- Macron l'ultralibéral ?

Sa pensée économique, ses relations avec le CAC 40, sa responsabilité dans la privatisation de l'aéroport de Toulouse, avec Laurent Mauduit

<https://youtu.be/xY2LIXzPxe0>

3.- Macron l'antisocial ?

Réforme du code du travail, libéralisation de l'économie, ubérisation de la société, avec Rachida El Azzouzi

<https://youtu.be/tp3TduDI0ls>

4.- Macron le progressiste ?

Migrants, laïcité, intégration... l'anti-Valls ?, avec Carine Fouteau

<https://youtu.be/nLc5kFyhp50>

5.- Macron le présidentialiste ?

Est-il vraiment si moderne que de jouer des vieilles ficelles de la personnalisation en politique ?

<https://youtu.be/zQzhNlCoTE>

6.- Macron le pollueur ?

Pollution automobile, Notre-Dame-des-Landes : l'angle mort écologique, avec Jade Lindgaard

<https://youtu.be/uuvZEg96Kkk>

7.- Macron, quel Européen ?

Le Ceta, traité commercial avec le Canada et le fonctionnement de l'Europe, avec François Bonnet

<https://youtu.be/vrzlZGAgipo>

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Sarkozy et les affaires : 40 ans de mauvaises fréquentations

« J'ai bénéficié de cinq non-lieux », ne cesse de marteler Nicolas Sarkozy. Ce chiffre est bidon : l'ancien président n'en a obtenu que deux. Surtout, il reste empêtré dans une myriade d'affaires. Son parcours ressemble à un saute-mouton dans les marécages judiciaires, où coassent ses sulfureuses fréquentations. Album photos.

1975-1990 Le « kid » des Hauts-de-Seine



9 avril 1983. Nicolas Sarkozy (28 ans) vient d'être élu maire de Neuilly-sur-Seine. Son ami Patrick Balkany vient le féliciter. © AFP

Dans les années 1970, la droite part à la conquête des Hauts-de-Seine, qui voit s'élever les tours de la Défense, un fabuleux terrain pour les affaires politico-judiciaires. C'est dans ce contexte que, quelques années plus tard, Nicolas Sarkozy fait ses classes, au milieu des « Pasqua boys ».



Charles Pasqua Le Corse

Pour étendre son emprise sur le département, Charles Pasqua s'appuie sur de jeunes pousses, dont Nicolas Sarkozy, qu'il repère en 1975 aux jeunes gaullistes. Pasqua est le témoin de son premier mariage. En 2004, son long règne sur les Hauts-de-Seine prend fin. C'est alors Nicolas Sarkozy qui hérite du conseil général. Mis en examen à de multiples reprises, Charles Pasqua a été condamné deux fois (la Sofremi et le financement de la campagne européenne de 1999).



Achille Peretti Le baron

Corse comme Pasqua, Achille Peretti fait entrer Nicolas Sarkozy au conseil municipal de Neuilly en 1977, alors qu'il n'a que 22 ans. Sarkozy épouse en 1982 sa nièce (la mère de Pierre et Jean). Et récupère la mairie, l'année suivante, à la mort du vieux baron gaulliste. Le nom d'Achille Peretti reste **associé à l'arrière-boutique du RPR et notamment à l'affaire Boulin**, du nom d'un ancien ministre retrouvé mort dans un étang, en 1979.



Isabelle et Patrick Balkany Les Thénardier

Isabelle et Patrick Balkany, bien installés à Levallois-Perret, sont de grands amis de Nicolas Sarkozy, qui les invite en vacances au Cap Nègre. Isabelle est d'ailleurs la marraine politique de Jean Sarkozy lorsqu'il siège au conseil général. Des liens d'amitié que rien ne viendra distendre : déjà condamné pour prise illégale d'intérêts, **le couple collectionne les mises en examen, notamment pour fraude fiscale**. Et leur ville a passé un contrat douteux avec la société Bygmalion.



Charles Ceccaldi-Raynaud Le suppléant

En 1988, Nicolas Sarkozy brigue un siège de député. Il prend comme suppléant Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux et président de l'Epad, l'Etablissement public d'aménagement du quartier de la Défense. Et tant pis pour **sa réputation clientéliste**, que ce natif de Bastia assume : « J'en ai vu, des gens qui avaient des opinions et qui en changeaient en obtenant une place en HLM. »



Joëlle Ceccaldi-Raynaud La reine maire

En 2002, c'est la fille de Charles que Sarkozy choisit comme suppléante aux législatives. Elle récupère sa circonscription en 2007. Elle se voit aussi confier un poste clef, la présidence de l'Epad, quand Sarkozy échoue à y imposer son fils Jean. Elle est mise en cause pour sa gestion de l'office HLM de Puteaux. Et, selon Mediapart, **elle a retiré des lingots d'or d'une banque luxembourgeoise**, sur fond de soupçons de pots-de-vin dans un marché à la Défense.



André Santini Le centriste

Corse d'origine, le maire d'Issy-les-Moulineaux est aussi un proche de Charles Pasqua. Lors de la présidentielle de 2007, Santini apporte à Sarkozy le soutien d'une partie de l'UDF... ce qui lui vaut un maroquin, malgré sa **mise en examen dans l'affaire de la fondation Hamon**. Soupçonné de détournement de fonds publics, Santini est condamné en première instance mais il est **relaxé** en appel.



Arnaud Claude L'associé

Cet ami de jeunesse de Nicolas Sarkozy est son associé au sein d'un cabinet d'avocats. Il est **soupçonné d'avoir aidé les Balkany à échapper au fisc**. Il a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale et les Panama Papers pourraient éclairer son rôle dans la constitution de montages financiers opaques.

1993-1995 La Balladur Connection





Edouard Balladur Le Marquis

Entre 1993 et 1995, Nicolas Sarkozy joue la carte Balladur, qui, en retour le nomme ministre du Budget puis porte-parole de sa campagne de 1995. Balladur échouera finalement contre Chirac... Malgré de très suspects versements en liquide, Balladur dément tout financement illégal de sa campagne et évoque une vente exceptionnelle de T-shirts. Las, en 2014, la Cour de justice de la République (CJR) est chargée d'enquêter sur l'ex-Premier ministre (mais elle ne semble pas très pressée).



François Léotard Le ministre

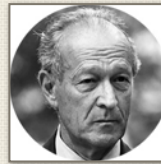
François Léotard est ministre de la Défense dans le même gouvernement que Nicolas Sarkozy, avec lequel il a entretenu « des liens de sympathie ». Avec son conseiller Renaud Donnedieu de Vabres, il supervise les contrats d'armement internationaux, négociés au milieu des années 90 avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Le clan Balladur aurait saisi cette occasion pour remplir les caisses.



Ziad Takieddine l'intermédiaire

Imposé par Donnedieu de Vabres, l'homme d'affaires Ziad Takieddine sert d'intermédiaire avec les acheteurs dans des négociations déjà bien avancées grâce à l'usage de commissions, sortes de « pots-de-vin » légaux. Takieddine a avoué avoir ensuite reversé une partie de l'argent touché afin de financer la campagne de Balladur.

Le Franco-Libanais a invité sur son yacht des proches de Nicolas Sarkozy, dont Brice Hortefaux.



Thierry Gaubert L'homme lige

Thierry Gaubert est un proche collaborateur de Nicolas Sarkozy, d'abord à la mairie de Neuilly, puis au ministère du Budget entre 1993 et 1995. C'est lui qui aurait demandé un « retour d'ascenseur » à Ziad Takieddine. Selon son épouse, il a accompagné l'homme d'affaires à Genève pour récupérer des valises de billets.



Nicolas Bazire L'autre Nicolas

Grand ami de l'ex-chef d'Etat (il a été son témoin de mariage avec Carla Bruni), Nicolas Bazire a été le directeur de cabinet d'Edouard Balladur avant de prendre en charge sa campagne de 1995. Il forme alors avec Sarkozy un très efficace duo. D'après Ziad Takieddine, c'est Nicolas Bazire qui l'a mis en relation avec Thierry Gaubert dans l'optique de trouver des fonds pour la campagne.



Brice Hortefaux L'intime

Témoin de mariage de Nicolas Sarkozy, parrain de baptême de son fils Jean, Brice Hortefaux est un intime. D'abord directeur de cabinet à Neuilly, il suit son ami Sarkozy au ministère du Budget, où il est le supérieur direct de Thierry Gaubert. En 2011, Hortefaux appelle ce dernier pour le prévenir que sa femme « balance beaucoup » à propos de la campagne de 1995. Une enquête préliminaire pour violation du secret professionnel a toutefois été classée sans suite.

2002-2007 Premier flic de France



Nicolas Sarkozy devient « Sarko » au ministère de l'Intérieur. C'est à ce poste qu'il peaufine son image peu chic mais fort choc. Après les émeutes de 2005, au cours desquelles il se présente comme le rempart de l'autorité de l'Etat, puis de la débandade du Contrat première embauche (CPE), qui plombe son adversaire Dominique de Villepin, il devient l'homme fort du gouvernement.



Bernard Squarcini Le « squalo »

L'espion du président Sarkozy ! L'ancien patron du renseignement est aujourd'hui au cœur de plusieurs affaires judiciaires. Mis en examen fin septembre, il est soupçonné d'avoir continué à **obtenir des informations couvertes par le secret** après avoir été poussé au départ de la DCRI. Son domicile a été perquisitionné au printemps 2016. Des dizaines de documents ont été saisis.



Michel Gaudin Le préfet

Ex-préfet de police de Paris, ex-directeur général de la police, Michel Gaudin ne s'est jamais tenu bien loin de Nicolas Sarkozy au point d'être aujourd'hui son directeur de cabinet. Dans l'affaire des primes en liquide, Gaudin a été **condamné à dix mois de prison avec sursis**. Il a fait appel. Ce dernier a également été entendu dans le dossier Squarcini pour avoir cherché à se renseigner sur des procédures en cours...



Christian Flaesch Le patron du 36

L'ancien patron de la police parisienne a été mis en examen pour violation du secret de l'enquête début octobre. **Il est soupçonné d'avoir dévoilé en avril 2013 des éléments sur une enquête visant LVMH à Bernard Squarcini.** Ce dernier avait

alors quitté la DCRI pour travailler pour Bernard Arnault, patron de... LVMH. Les deux hommes étaient écoutés par les policiers.



Claude Guéant Le dévoué

« Oh bah... je vais pas balancer », soupirait Claude Guéant au téléphone en 2013, ignorant être sur écoute. Mis en cause dans plusieurs dossiers judiciaires (Buisson, Tapie, la Libye...), l'ex-secrétaire général de l'Elysée est en effet toujours resté muet. Quitte à être condamné. Dans **l'affaire de ses primes en liquide de la place Beauvau**, le « cardinal » a écopé de deux ans de prison avec sursis et de cinq ans d'interdiction de fonction publique. Il a fait appel.

PRÉSIDENTIELLE 2007 Dépenser plus pour gagner plus ?



Mars 2007. Le candidat Sarkozy (52 ans) sur le plateau du « Grand Journal » de Canal+. © AFP

En 2007, Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle. Il finit par l'emporter face à Ségolène Royal. Là encore, des soupçons de financement illégal flottent sur la campagne. Ils se concentrent autour de deux affaires : celles des « millions de Kadhafi », qui n'est pas terminée, et l'affaire Bettencourt, dans laquelle l'ex-chef d'Etat a bénéficié d'un « non-lieu » en 2013.



Claude Guéant Le dévoué

La campagne de 2007 a-t-elle été financée par la Libye de Kadhafi ? Plusieurs cadres du régime l'ont laissé entendre avant l'offensive militaire de 2011 dans le pays. Dans cette affaire, Claude Guéant a été **mis en examen en mars 2015 pour**

faux, usage de faux et blanchiment de fraude fiscale en bande organisée en raison d'un virement de 500.000 euros reçu sur son compte. L'ancien ministre assure que cet argent provient de la vente de deux tableaux.



Bachir Saleh Le témoin

Le grand argentier de Kadhafi, bon connaisseur de la langue française, était très au fait des relations entre l'ancien dictateur et les sarkozystes. Il a bénéficié de la protection de la France après la chute du régime. Visé par un mandat d'arrêt d'Interpol, il demeure en France jusqu'en mai 2012 avant de s'exiler en Afrique du Sud au terme d'une rocambolesque escapade orchestrée par Alexandre Djouhri et Bernard Squarcini.



Alexandre Djouhri Monsieur Alexandre

Réputé proche de Claude Guéant, Djouhri est l'un de ces « princes de l'ombre » qui naviguent entre la politique et les affaires. L'homme, qui se soucie beaucoup du sort de Bachir Saleh, ne s'est pas présenté devant la justice lorsqu'il a été convoqué pour s'expliquer sur son éventuel rôle dans le dossier du financement libyen. Selon des témoignages recueillis par le journaliste Pierre Péan, il serait aussi intervenu dans la libération des infirmières bulgares.



Eric Woerth Le trésorier

En 2007, Eric Woerth est trésorier de la campagne présidentielle. Après le déclenchement de l'affaire Bettencourt, il est soupçonné d'avoir profité de la fortune de l'héritière du groupe l'Oréal pour financer la campagne de Sarkozy. L'ancien président a finalement bénéficié d'un non-lieu dans cette histoire, faute de charges suffisantes. Son « ami » Eric Woerth est relaxé en mai 2015. Depuis, Sarkozy ne cesse de citer ce dénouement pour fustiger ceux qui évoquent les affaires.



Patrice de Maistre Le gestionnaire

Décoré de la Légion d'honneur sous Nicolas Sarkozy, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, assure n'avoir jamais donné un sou à Eric Woerth pour financer illégalement la campagne. Pour les juges, il « existe une forte suspicion de remise d'argent des fonds Bettencourt sans que la démonstration de la remise ne soit totalement acquise ».



Philippe Courroye Le procureur

L'ex-procureur de Nanterre a fait « connaissance » de Nicolas Sarkozy « à titre privé par des relations communes ». Décoré par l'ancien Président, il dément toutefois des relations d'amitié, disant s'en tenir à la définition d'Aristote, « une seule âme en deux corps ». Quoi qu'il en soit, le peu de mordant du procureur dans l'affaire Bettencourt a été remarqué. Il a finalement été dessaisi en 2010.

2007-2012 Les secrets de l'Elysée



17 mai 2007. Tout juste élu président, Nicolas Sarkozy (52 ans) se montre à l'Elysée revenant d'un jogging. © AFP

Ça y est ! Nicolas Sarkozy est président de la République. De son passage à l'Elysée, on retient entre autres l'affaire des sondages – des contrats passés sans mise en concurrence –, l'arbitrage en faveur de Bernard Tapie et le recasage sur-mesure de son secrétaire général adjoint, François Pérol.



Patrick Buisson Le baron noir

Ce conseiller de l'ombre a **bénéficié des largesses du président**, grâce à des contrats et arrangements passés sans appels d'offres. Mis en examen, l'ancien directeur de « Minute » se défend en évoquant un statut dérogatoire de l'Elysée. Après un début de polémique, il s'est tourné vers l'UMP, histoire de continuer à gagner des sous.



Pierre Giacometti Le sondeur

Pierre Giacometti est l'autre sondeur attiré de Nicolas Sarkozy. Tout comme celle de Buisson, sa boîte Giacometti Peron a bénéficié des faveurs du président, parfois au mépris du code des marchés publics. Lui aussi a été **mis en examen en septembre 2015 pour « recel de favoritisme »**.



Emmanuelle Mignon La bûcheuse

C'est par la directrice de cabinet du président que les juteux contrats des sondages ont été passés. Ce haut fonctionnaire a commencé à travailler avec Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Elle a été **mise en examen pour favoritisme dans l'affaire des sondages**, même si elle semble être la seule à s'être inquiétée d'une possible violation du code des marchés publics.



Claude Guéant Le dévoué

Dans l'affaire des sondages, le dévoué Claude Guéant a été **trahi par une carte de visite** agrafée à un contrat passé avec Buisson et déposé sur le bureau d'Emmanuelle Mignon : « Merci de mettre ce contrat à la signature et de faire retour d'un exemplaire à P. Buisson. CG. » Il a, lui aussi, été mis en examen en février 2016 pour complicité de favoritisme.



Jean-Michel Goudard Le pubard

C'est le « G » dans Euro RSCG, géant de la com'. Le publicitaire Jean-Michel Goudard, **ami de Nicolas Sarkozy et auteur du slogan « Ensemble, tout devient possible »**, est nommé conseiller stratégie fin 2008. C'est lui qui a signé en 2009 la reconduction d'un accord passé en 2007 entre la présidence et l'entreprise de Buisson. Il a été mis en examen.



Bernard Tapie Le businessman

Bernard Tapie connaît Sarkozy depuis le début des années 1980 et l'a soutenu en 2007. Etait-ce un bon investissement ? L'homme d'affaires a **bénéficié d'un coup de pouce politique** dans le litige qui l'opposait au Crédit lyonnais sur la revente d'Adidas. En 2008, il s'est vu accorder 403 millions d'euros par un tribunal arbitral. Un arbitrage annulé par la cour d'appel.



Christine Lagarde La ministre

Aujourd'hui présidente du FMI, Christine Lagarde était alors ministre de l'Economie. C'est elle qui, à l'instigation de Nicolas Sarkozy, a **poussé à l'arbitrage par un tribunal privé plutôt que de laisser la justice trancher**. Elle sera jugée par la CJR à partir de décembre.



Stéphane Richard Le dir' cab'

Aujourd'hui à la tête d'Orange, Stéphane Richard connaît Sarkozy depuis les années 1990. Il a été **décoré par lui en 2006 et est invité à ses anniversaires**. Directeur de cabinet de Christine Lagarde, il suivait tous les dossiers sensibles. Il est mis en examen pour escroquerie en bande organisée.



François Pérol Le stratège

Le secrétaire général adjoint de l'Elysée suit la fusion des Banques populaires et des Caisses d'épargne. Surprise : en 2009, il est nommé à la tête de la nouvelle entité. **S'est-il taillé un poste à sa mesure**, avec l'imprimatur de Nicolas Sarkozy ? Soupçonné de prise illégale d'intérêts, Pérol a été relaxé par le tribunal correctionnel de Paris. Le parquet a fait appel.



Camille Pascal La plume

Après avoir été secrétaire général du groupe France Télévisions, Camille Pascal devient l'une des plumes de Nicolas Sarkozy en 2011. **Mis en cause dans l'affaire Bygmalion-France Télévisions**, il est soupçonné, ainsi que les anciens dirigeants de l'audiovisuel public, d'avoir favorisé la boîte de Bastien Millot, proche du PDG de France Télé. Pour sa défense, Pascal se présente comme un simple exécutant.

PRÉSIDENTIELLE 2012 La victoire à tout prix



Avril 2012. Drapeaux français distribués par milliers, écrans gigantesques... Le président-candidat Sarkozy (57 ans) produit des meetings qui ressemblent à des spectacles. © AFP

Meeting après meeting, Nicolas Sarkozy espère repasser devant son adversaire, François Hollande.

L'effervescence retombée, il reste sur la table des montagnes de factures qui ne peuvent être attribuées à la campagne sans crever le plafond autorisé. Ainsi démarre l'affaire Bygmalion.



Jean-François Copé Le « bris » de Meaux

Mis en cause par « le Point » en février 2014, le patron de l'UMP (devenue Les Républicains) est accusé d'avoir détourné des millions d'euros des caisses du parti via ses liens avec les patrons de Bygmalion. Poussé à la démission après la publication dans « Libé » de fausses factures, **Copé n'a pas été mis en examen dans le dossier et ne devrait pas être renvoyé devant le tribunal.** L'enquête n'a révélé l'existence d'aucune « caisse noire ».



Franck Attal Monsieur meeting

Le « monsieur meeting » de Bygmalion le clame haut et fort : les 18 millions d'euros de fausses factures payées par l'UMP à la société d'événementiel ont bien servi à financer la campagne de Sarkozy. En clair, personne ne s'est mis d'argent dans les poches, et surtout pas lui. **Mis en examen pour avoir validé le système des fausses factures**, Attal assure que les demandes délirantes de l'équipe du candidat ont conduit à faire exploser les coûts de la campagne.



Jérôme Lavrilleux Bras droit de Copé

L'ex-directeur adjoint de la campagne de Nicolas Sarkozy, proche de Copé, n'a jamais caché son implication dans l'affaire Bygmalion. Il a reconnu sur BFMTV **avoir avalisé le système de fausses factures**. Mis en examen, Lavrilleux, aujourd'hui député européen, protège Copé – il ne lui aurait jamais rien dit – mais enfonce Sarkozy – qui n'a pas pu ne pas savoir.



Guillaume Lambert Le contrôleur

Il n'a rien vu, rien su, rien entendu. Le préfet

Guillaume Lambert, **directeur de campagne de Sarkozy en 2012**, avait pourtant été embauché par le candidat pour tout contrôler. Mis en examen, ce dernier ne cesse de nier sa participation à la fraude. Pourtant, certains éléments l'accablent. Des documents retrouvés par les juges montrent ainsi qu'il a été prévenu par les experts comptables de la campagne des risques de dépassement dès mars 2012.



Eric Cesari Grandes oreilles

Nom de code : « œil de Moscou ». Au siège du parti, la réputation d'Eric Cesari, ancien directeur-général de l'UMP, était simple : **l'homme était là pour tout répéter à son patron, Nicolas Sarkozy**. Depuis le début de l'affaire, cet homme de cabinet qui ne figure jamais en première ligne sur les photos nie sa connaissance du système. Sa signature figure pourtant sur la plupart des fausses factures des conventions....

Après 2012 Non mais allô, Paul Bismuth ?



Septembre 2015. Après une courte période de retrait de la scène politique, Nicolas Sarkozy (60 ans) est redevenu président de son parti en 2014. © AFP

Après la défaite de mai 2012, Nicolas Sarkozy se consacre à des activités privées : il voyage pour des conférences grassement rémunérées et apprend l'anglais. Il revient vite au centre du jeu politique, en prenant la présidence de l'UMP (devenue Les Républicains) puis en se déclarant candidat à la primaire de la droite et du centre. Les affaires, elles, n'ont pas connu d'interruption.



Thierry Herzog L'avocat

L'avocat de Nicolas Sarkozy a été mis en examen pour « corruption active », « trafic d'influence actif » et « recel de violation du secret professionnel ». **Il est soupçonné d'avoir tenté de corrompre un magistrat de la Cour de cassation** afin d'obtenir des informations sur l'avancée des ennuis judiciaires de l'ancien président (dans l'affaire Woerth-Bettencourt). Tout cela via des lignes téléphoniques enregistrées sous de faux noms (dont Paul Bismuth).



Gilbert Azibert Le bon tuyau

Avocat général à la Cour de cassation, Gilbert Azibert est soupçonné d'avoir rencardé Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog en échange de leur aide pour décrocher **un poste convoité à Monaco**. Il a été mis en examen. Il est aujourd'hui à la retraite.

2017 Candidat pour se sauver



Mai 2016. Nicolas Sarkozy (61 ans) est l'un des sept candidats à la primaire de la droite et du centre. © AFP

Une campagne électorale ? Non, une course contre la montre. Le 5 septembre 2016, le parquet de Paris a requis le renvoi en correctionnelle des quatorze personnes mises en examen dans l'affaire Bygmalion pour financement illégal de la campagne présidentielle de 2012, dont Nicolas Sarkozy... Une bataille juridique est engagée entre avocats et magistrats instructeurs. Seule certitude : le jugement ne saurait intervenir avant l'élection présidentielle du 7 mai 2017. Rempoter ou seulement figurer dans la course à l'Élysée permettra-t-il à Sarkozy d'éviter la comparaison fatidique ? L'ex-président



A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com